

Donald Trump, le Prince de Wall Street

PAR CHRISTIAN SALMON
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 13 MARS 2017

Homme miroir, Trump produit des reflets. Son pouvoir relève plus de l'attraction magnétique que de l'autorité ou du charisme. D'où la difficulté d'analyser le phénomène, non pas seulement la personnalité de Donald Trump, mais le phénomène Trump, le trumpisme, un ovni politique qui traverse le spectre politique américain dévasté.

Gogol, dans *Le Revizor*, a fait le portrait d'un personnage de la haute administration tsariste qui évoque irrésistiblement Donald Trump : « *Tout en lui est surprise et coup de tête, écrit Gogol, un homme creux qui n'a de pouvoir que celui que lui prêtent les citoyens.* »

Le *Revizor* n'est pas dépeint comme un dictateur, ni même comme un maître manipulateur, mais plutôt comme un aimant : « *Autour de lui tournent les peurs et les espoirs de tous les personnages de la pièce. Les thèmes de sa conversation lui sont donnés par ceux qui l'interrogent ; c'est eux-mêmes qui lui mettent les mots dans la bouche et créent la conversation. Il ne faut jamais oublier que le Revizor ne leur sort jamais de la tête, écrit Gogol. Ils sont tous obsédés par le Revizor.* » Ainsi de Donald Trump. « *Un homme creux* » qui n'a de pouvoir que celui que lui prêtent les citoyens.

Depuis son élection, il n'en finit pas de nourrir les commentaires et cela ne tient pas seulement à son usage fébrile des réseaux sociaux ni à ses prises de position peu orthodoxes. C'est un phénomène totalement nouveau, qui surprend et déstabilise les clivages habituels de la vie politique habituelle. Homme miroir, Trump produit des reflets, à son insu et de son plein gré. Son pouvoir relève plus de l'attraction magnétique que de l'autorité ou du charisme. Tout commentaire sur Trump court donc le risque de tomber dans ce champ de gravitation et d'alimenter la bulle spéculative des commentaires. D'où la difficulté d'analyser le phénomène Trump, non pas seulement la personnalité de Donald Trump, non pas son discours et son idéologie, ni même la

logique de ses premières décisions, mais le phénomène Trump, le trumpisme, un ovni politique qui traverse le spectre politique américain dévasté. Si l'on essaie de cartographier les commentaires suscités par les deux premiers mois de sa présidence, on peut voir qu'ils se rangent selon trois axes ou trois systèmes de coordonnées : le normal et le pathologique ; la loyauté et la trahison ; l'illusionniste et la marionnette.

• Le normal et le pathologique

Du côté du pôle « normalité », on trouve toutes les analyses qui se réfèrent à la figure du leader populiste et à ses traits distinctifs : bon sens populaire, simplicité d'expression, proximité avec le peuple. Le leader populiste est la voix des sans voix, qui se distingue par sa capacité d'entendre et d'exprimer les désirs et les frustrations de la foule, et de les diriger contre les élites et les assistés en tout genre. La victoire de Trump est souvent analysée comme l'expression « normale » d'un rejet massif et indistinct du système, l'agrégation de colères qui visent Wall Street et Washington, mais aussi Mexico et ses immigrés, et qui se nourrissent des formes anciennes et nouvelles de racisme.

Le second pôle, à l'opposé de la normalité populiste, c'est celui de l'outrance, de l'extravagance, du pathologique. Trump serait fou, un sociopathe. Le Dr John D. Gartner, professeur de psychiatrie à l'Université John Hopkin qui est spécialisé dans les personnalités *borderline* et le désordre bipolaire, est convaincu du caractère clinique de la folie de Donald Trump. Dans une pétition destinée aux professionnels de santé mentale qui a déjà recueilli des dizaines de milliers signatures, il invoque le 25^e amendement de la Constitution, qui prévoit la destitution d'un président « *inapte à exercer ses fonctions* ». Le 45^e président des États-Unis d'Amérique serait atteint d'un « *narcissisme malfaisant* » (« *malignant narcissism* ») qui rendrait dangereux son maintien au pouvoir.

Mais est-ce si nouveau ? Depuis les années 1990, la santé mentale des présidents est devenue un thème récurrent des biographies politiques. Le même John D. Gartner est l'auteur d'une biographie de Bill Clinton (*In Search of Bill Clinton*) qu'il diagnostiquait comme une personnalité hypomaniaque. Mais il

n'était pas le seul. Diane Rubenstein, auteure d'un essai sur les présidences américaines (*This is Not a President : Sense, Nonsense, and the American Political Imaginary*), a identifié dans les biographies de Bill Clinton une « pathographie » présidentielle liée à « la télé-présence du président soumis au confessionnal quotidien des intervieweurs, à la fausse intimité des talk-show, et à une tendance à l'hyperbole des magazines ». À lire ses biographes, « tout semblait disproportionné chez Bill Clinton, voire pathologique, et corroborerait sa nature excessive » : Clinton incarne un nouveau type de président, dont les traits dominants sont l'extravagance, l'excès, l'outrance.

Edith Efron, une journaliste du magazine libertarien *Reason*, ira jusqu'à diagnostiquer chez lui des troubles cognitifs dans un article intitulé : « *Le président peut-il penser ?* », de la même manière qu'un hebdomadaire français s'interrogeait en novembre 2007 : « *Sarkozy est-il fou ?* » Clinton est qualifié d'hypermnésique, comme le sera Sarkozy. Il a des besoins sexuels insatiables, comme DSK ou Berlusconi. Il ne mange pas, il dévore. Il lit plusieurs livres par nuit. De l'affaire Lewinsky à celle de Nafissatou Diallo, des soirées bunga bunga de Berlusconi aux partouzes tarifées du Carlton de Lille, ce n'est pas la dépravation des individus seulement qui est mise en lumière, c'est un idéal-type dont Donald Trump est une sorte d'accomplissement. Il se distingue par sa vulgarité, sa misogynie, ses outrances xénophobes. « *La présidence est devenue un pur objet de fantasmes*, écrit Diane Rubenstein. *Le président est moins un symbole ou un signe qu'un lieu de projections de nos désirs contradictoires.* » La surexposition médiatique jusqu'à la dévoration. Notre « *projecteur en chef* », disait Mark Crispin Miller de G.W. Bush. Et, Frank Rich, l'ex-chroniqueur du *New York Times* à propos de Clinton : « *Sa schizophrénie est la nôtre.* »

• La loyauté et la trahison

Les commentaires sur Donald Trump peuvent être rangés sur un deuxième axe de coordonnées, à la frontière de la morale et de la politique, entre les pôles opposés de la loyauté et de la trahison. Les uns s'étonnent qu'on reproche à Trump d'appliquer son programme pendant que les autres l'accusent

de trahison. Prenons l'exemple des interactions entre Donald Trump et Wall Street. Pendant sa campagne, Donald Trump n'a pas eu de mots assez durs pour stigmatiser Wall Street. Il n'a pas cessé d'accuser ses adversaires, Ted Cruz ou Hillary Clinton, d'être des marionnettes de Wall Street. « *Je connais les gens de Goldman Sachs. Ils ont un contrôle total sur lui* », a dit Trump de Ted Cruz, son rival républicain des primaires. « *De la même manière qu'ils ont un contrôle total sur Hillary Clinton. Clinton n'est rien de plus qu'une marionnette de Wall Street. Sa campagne est payée par ses patrons de Wall Street.* » Et ainsi de suite : Clinton appartient à Wall Street. Elle est dans la poche de Wall Street. Achetée et payée par Wall Street.

Avec Trump, on allait voir ce qu'on allait voir. Il allait « *assécher le marais* » des lobbystes à Washington. Pourtant, à peine élu, Trump s'est entouré de ces « *guys* » de Goldman Sachs qui avaient causé tant de problèmes aux Américains pauvres. Il a composé son cabinet de milliardaires comme Wilbur Ross, Steve Mnuchin... et certains des plus éminents locataires de K Street, la rue des agences de lobbying à Washington, ont charitablement accepté d'aider Trump à « *drainer le marais* », selon les mots de Trent Lott, ancien leader de la majorité républicaine, devenu lobbyiste pour de grandes entreprises. « *Trump a promis de drainer le marais, il va avoir besoin de certaines personnes pour l'aider à s'orienter dans le marais... Nous sommes prêts à l'aider pour cela.* » Une semaine après l'élection de Trump, le chroniqueur du *New Yorker*, John Cassidy, déclarait que la composition de l'équipe de transition constituait « *la pire opération de camouflage de l'histoire récente* ». Trois mois plus tard, le même Cassidy décrivait la campagne de Trump comme « *une opération de rebranding* » des vieilles recettes de Reagan : « *cadeaux aux riches et dérégulation pro-business, le tout repeint aux couleurs du protectionnisme et du nationalisme* ».

Mais ce n'est pas tout. Quinze jours seulement après sa prise de fonctions, Donald Trump a signé deux décrets annulant d'un trait de plume la loi Dodd-Frank, adoptée en 2010 pour encadrer les activités bancaires et financières. Il cédait ainsi à la principale des revendications de Wall Street. Brandissant son fameux

stylo, il s'est même écrié : « *Difficile de faire un truc plus important que ça, hein ?* » « *Pour la circonstance, Donald Trump avait veillé à une mise en scène soignée, raconte Martine Orange dans Mediapart (lire l'article). Il avait accueilli le président de Blackstone, un des plus gros hedge funds américains, et le président de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, afin de les associer à la bonne nouvelle. Le signal ne pouvait être plus clair : la Maison Blanche est à l'écoute de Wall Street, de toutes les demandes de Wall Street.* »

Si les marchés ont salué l'annonce de cette dérégulation financière, Bernie Sanders a lâché sur CNN : « *Ce type est une fraude. Il est difficile de ne pas rire, de voir le président Trump aux côtés de ces gars de Wall Street. C'est un showman, un type de la télé, mais je pense qu'il va vendre la classe moyenne et la classe ouvrière de ce pays. Voici un président qui, je crois, dans une campagne totalement frauduleuse a dit : "Je vais défendre les travailleurs". Regardez son cabinet : nous n'avons jamais eu, dans l'histoire de ce pays, plus de milliardaires dans un cabinet que dans le sien. Regardez ses ministres. Pendant sa campagne, Trump avait déclaré qu'il ne couperait pas la sécurité sociale, Medicare et Medicaid, mais maintenant il nomme tous ces gars qui vont précisément couper la sécurité sociale, Medicare et Medicaid.* »

De son côté, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren a fait le même constat : « *Donald Trump a beaucoup attaqué Wall Street pendant sa campagne, mais en tant que président, nous découvrons de quel côté il est réellement.* » Trump serait-il alors un faux nez de Wall Street, un illusionniste et un menteur qui aurait attiré les Américains en colère pour se mettre, aussitôt élu, au service de ses mandataires de Wall Street ? Trump serait-il une marionnette dans les mains de Goldman Sachs ?

• **L'illusionniste et la marionnette**

On ne peut bien sûr qu'adhérer aux propos de Bernie Sanders et d'Elizabeth Warren, mais le motif de la trahison de Trump n'explique pas tout. En effet, comment expliquer que les marchés qui avaient tout misé sur une victoire d'Hillary Clinton ne se soient pas effondrés le 9 novembre 2016 et dans les jours qui

ont suivi la victoire surprise de Trump ? Loin du crash attendu, ils se sont même ralliés et ont volé depuis de record en record.

Depuis la réélection de Roosevelt en 1945, le Dow Jones n'était jamais monté aussi haut dans les 30 premiers jours d'un mandat présidentiel. Après le discours de Trump devant le Congrès le 28 février, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a pris 303,31 points à 21 115,55 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, 78,59 points à 5 904,03 points. En un mois et demi, l'indice phare de la bourse de New York a gagné plus de 9 % et avance ainsi de près de 15 % depuis le début de l'année. Comment expliquer cet accueil favorable ? Les marchés seraient-ils moins dupes que les électeurs de Trump ? Pourquoi l'élection de Trump et la très grande instabilité qu'elle a générée font-elles l'affaire des marchés ? « *Qu'on le veuille ou non, écrit Thomas Veillet, blogueur et chroniqueur de la Tribune de Genève, Donald Trump écrit l'histoire – boursière en tous les cas.* »

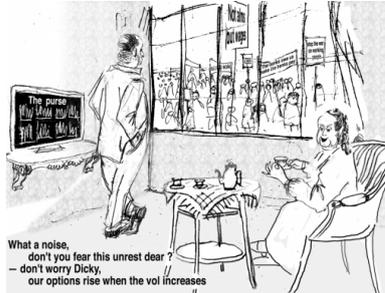
Mais quelle est cette histoire, si ce n'est l'histoire gogolienne d'un imposteur ou d'un fou, ni celle machiavélienne d'un cynique, ni même le récit shakespearien d'une trahison ? Quelle est cette histoire et quel est ce personnage mutant qui évolue entre les figures du Revizor, du Prince et de Coriolan ?

Les affinités électives entre Donald Trump et Wall Street

J'en était là de mes réflexions, lorsque j'ai reçu un dessin satirique d'un ami professeur aux États-Unis. Je l'avais interrogé sur les relations troubles entre Wall Street et Donald Trump, et il m'avait répondu par ce dessin. On y voit Louis XVI et Marie-Antoinette contemplant par une grande baie vitrée une manifestation qui passe sous leurs fenêtres. Louis XVI est inquiet :

— Quel vacarme ! s'écrie-t-il. Vous ne craignez pas cette agitation, chérie ?

— N'ayez pas peur, Dicky, nos options montent quand la volatilité augmente.



« Tout ce qui compte, c'est la volatilité créée par des avis imprévisibles »

L'expéditeur de ce dessin, Ivan Ascher, est un politologue qui vient de publier un livre passionnant aux États-Unis, *La société de portefeuille : à propos du mode capitaliste de prédiction*. Le dessin qu'il m'avait envoyé était l'œuvre de l'essayiste et mathématicien Nicolas Bouleau. Réalisé bien avant l'élection de Trump, il collait à merveille à l'actualité et illustrait la réaction des marchés financiers à l'entrée de Trump à la Maison Blanche. Je lui ai aussitôt répondu et nous avons échangé plusieurs mails. Je résume ici l'essentiel de notre échange :

Christian Salmon : Peut-on affirmer sérieusement que l'agitation et l'instabilité font monter les cours sur les marchés ?

Ivan Ascher : Le bruit des manifestations et d'une manière générale toute instabilité politique sociale ou internationale ne fait pas monter les cours des actions et des obligations. Mais il accroît la volatilité des cours, ce qui fait augmenter la valeur des options. Les options sont des produits dérivés qui jouent le rôle d'assurance contre les risques d'évolution du cours d'autres actifs. La Marie-Antoinette du dessin n'est manifestement pas une simple épargnante qui aurait acheté quelques actions ou obligations pour ses vieux jours. Elle est plutôt du genre à spéculer ; elle en a les moyens (jusqu'au jour, bien sûr, où elle ne les aura plus).

On a pu constater que la réaction des marchés à l'élection de Trump le 9 novembre n'a pas été le crash attendu. Bien au contraire. Comment

expliquer cet accueil plutôt favorable ? En quoi l'élection de Trump et la très grande instabilité qu'elle génère font-elles l'affaire des marchés ?

Je ne saurais expliquer précisément pourquoi les marchés ont réagi de la sorte, mais force est de constater que Wall Street s'accommode très bien d'une nouvelle qui a pourtant tout pour angoisser le reste de la planète. Ils se sont même ralliés, démontrant une fois pour toutes qu'ils n'ont cure de l'idéologie, aussi longtemps que le Trésor arrive dans les mains d'un ancien de Goldman Sachs (comme c'est le cas avec Steven Mnuchin, comme ce le fut avec Henry Paulson). C'est une première explication. Mais peut-être cela n'est-il pas si étonnant, si l'on pense qu'il existe une affinité élective entre le monde de la finance – qui vit dans le risque et la volatilité – et la perspective d'un milliardaire imprévisible et nihiliste à la présidence des États-Unis.

Mais n'est-ce pas étrange de parler d'une affinité élective entre Trump et Wall Street ? Les décrets signés par Trump qui annoncent une dérégulation financière (*Dodd-Frank act*) ne démontrent-ils pas que Trump n'est qu'un simple exécutant de Wall Street ?

L'un n'exclut pas l'autre. Je m'explique : les marchés financiers, de nos jours, sont principalement des marchés dérivés. C'est une des choses que nous a révélées la crise de 2008. Ces produits dérivés existent depuis longtemps, mais ce n'est qu'au début des années 1970 qu'ils ont commencé à être utilisés dans la gestion du risque financier, notamment le risque de faire des affaires dans un monde sans étalon-or. Et à mesure qu'il est devenu possible de fixer les prix de ces contrats avec une fiabilité croissante, le marché des produits dérivés a commencé à éclipser celui des actions et des obligations. Si bien que, de nos jours, la dimension spéculative de la finance de marché semble masquer – voire remplacer – sa fonction de véhicule de l'investissement.

La conséquence de tout cela – et c'est l'autre leçon de la crise de 2008 –, c'est que les intérêts de Wall Street ne sont pas seulement indépendants de ceux des gens de la rue. Bien souvent, ils sont en

fait radicalement opposés aux intérêts de l'économie « réelle » ou du public en général. Il est tout à fait possible, par exemple, qu'un gestionnaire de fonds de pension tire bénéfice de la vulnérabilité accrue de ceux dont il gère les fonds, tout comme il est possible qu'une compagnie d'assurance profite d'une augmentation apparente du taux de criminalité. En fait, même l'ascension d'un démagogue comme Donald Trump ne fait pas obstacle aux intérêts de certains financiers de Wall Street, dont beaucoup sont en position de bénéficiaire d'une volatilité accrue.

On a beaucoup parlé d'une ère post-vérité à propos de Trump, avec ses « *alternative facts* », cette confusion entre le réel et la fiction, la vérité et les rumeurs, la télé-réalité et le monde réel. En quoi cette distorsion du rapport au réel participe-t-elle, selon vous, de cette volatilité des marchés ?

Si Donald Trump est bien une figure de l'époque – l'époque de ce qu'on peut appeler la financiarisation –, ce n'est pas seulement à cause de l'incertitude qu'il fait régner sur les marchés. C'est aussi à cause de sa relation notoirement trouble avec la vérité. Le journaliste Nicholas Kristof, du *New York Times*, avait noté lors de la campagne que Trump est « *pathologique dans sa malhonnêteté* ». C'est certain. Mais il faut comprendre que ses mensonges ne sont pas des mensonges ordinaires et que si Trump est bel et bien un sociopathe, il n'est pas le seul affecté par cette pathologie. En fait, c'est une pathologie qui sévit dans une grande partie de la finance moderne. Comme les infos sur Breitbart – ce site d'extrême droite dirigé par Steven Bannon après son passage chez Goldman Sachs –, les marchés financiers sont alimentés autant par la rumeur que par les faits. Et à l'ère du *trading* haute fréquence, il est sans importance pour les spéculateurs que le cours d'une action reflète la performance d'une entreprise. De la même façon, les gestionnaires de portefeuille d'aujourd'hui ne se soucient pas du cours des actions de la veille, pas plus que le président ne se souciera demain de ce qu'il a tweeté ce matin. Dans les deux cas, tout ce qui compte, c'est la volatilité créée par des avis imprévisibles – une volatilité qui peut être dévastatrice pour ceux dont la réputation est en jeu, mais peut être

extrêmement lucrative pour ceux qui savent comment la rentabiliser. Et si la posture d'imprévisibilité de Trump est incontestablement folle sur les questions de sécurité nucléaire, elle est néanmoins parfaitement compatible avec la logique de la finance spéculative. Et ce n'est pas une bonne nouvelle. Surtout maintenant que nous sommes passés – depuis son investiture – d'une volatilité induite par des tweets à l'incertitude provoquée par des « *executive orders* »...

Trump vient de l'univers de la télé-réalité, un univers dégradé qui ne connaît d'autres lois que la captation des attentions par la transgression des comportements et des discours. N'y a-t-il pas aussi une affinité entre les lois de la télé-réalité et l'esprit du capitalisme financier ?

Je ne prétends pas savoir comment les sociologues des siècles prochains envisageront notre époque, ni quels documents ils utiliseront pour évoquer « l'esprit » qui est le nôtre. Sans doute iront-ils plutôt voir du côté de Hollywood, ou peut-être de la télé-réalité. Pour ma part, quand je pense à « l'esprit du capitalisme » tel qu'il sévit à Wall Street ces jours-ci, il y a une scène qui me revient en mémoire – une scène du film *Margin Call* qui évoque le déclenchement de la crise financière de 2008. La scène se déroule à l'arrière d'un taxi, où deux jeunes banquiers – deux « *quants* » – évoquent, la mort dans l'âme (du moins pour l'un d'entre eux), la catastrophe dont ils savent qu'elle va avoir lieu dans les heures qui viennent. [*L'action du film se déroule dans les heures qui précèdent la crise dite des subprimes – ndlr*]. Ce qui est frappant dans cette scène, c'est qu'un des jeunes banquiers explique à l'autre, de manière assez nonchalante mais comme pour s'exonérer de sa propre part de responsabilité : « *At the end of the day, one guy wins, one guy loses.* » Je trouve cette phrase désespérante. Non seulement parce que l'existence y est réduite à un simple jeu, mais aussi parce que du point de vue de ce jeune banquier, le fait que ce jeu ait des « *gagnants* » et des « *perdants* » semble suffire à en justifier les règles. Dans cette phrase, il y aurait donc comme un reste d'éthique, mais une éthique entièrement vidée de son sens, une

éthique entièrement nihiliste. Et le plus grave, bien sûr, c'est que cette mentalité n'est pas propre aux seuls banquiers.

Cette phrase, on aurait tout aussi bien pu l'entendre dans *The Apprentice* ou dans un de ces autres « *reality shows* » qui ont tant contribué à porter Donald Trump à la présidence des États-Unis. Car il faut bien reconnaître que la télé-réalité, si elle est certes paresseuse, en ce sens qu'elle évite aux producteurs d'avoir à engager de vrais scénaristes ou de vrais acteurs, n'en est pas moins structurée. Elle n'a pas pour vocation de représenter la réalité, mais de l'organiser. Sur l'écran, certes, on nous montre principalement les exploits de ceux qui réussissent ou de ceux qui n'ont pas encore été « *virés* » par Donald Trump ou de ceux qui sont parvenus à « *survivre* » à un vote des participants. Mais Dieu sait ce qu'il advient des autres, une fois qu'ils sont éliminés. Mieux vaut ne pas trop se poser la question, si l'on ne veut pas soi-même être éliminé... Et de ce point de vue-là, qui de mieux placé pour gérer ce monde que les traders, qui depuis des années ont l'habitude de regarder le monde à travers leur écran Bloomberg, un écran où apparaissent et disparaissent des compagnies et des cotations. Quelque part, c'est à croire que les républicains ont lu le *Léviathan* de Thomas Hobbes, mais se seraient arrêtés aux premières pages... Hobbes, souvenez-vous, décrit la « *condition naturelle* » de l'homme comme une « *guerre de tous contre tous* ». C'est une guerre dont Hobbes voulait nous faire sortir, en nous convainquant de l'utilité et de la légitimité de l'État. Trump et Steve Bannon, au contraire, semblent en avoir fait leur utopie.

Ivan Ascher est l'auteur de *Portfolio Society : On the Capitalist Mode of Prediction* (Zone / Near Futures, septembre 2016). À mesure que les marchés

financiers se développent et continuent de refaçonner le monde à leur image, la richesse des sociétés capitalistes ne se présente plus, comme le disait Karl Marx au XIX^e siècle, comme une « *immense accumulation de marchandises* », mais comme une immense accumulation de titres financiers. Depuis le milieu du XX^e siècle, le monde capitaliste développé s'est trouvé de plus en plus dépendant du système de crédit et de la dette, et par conséquent du risque et de la prévision. Le risque, plutôt que le travail, est maintenant considéré comme la véritable source de la valeur économique. La relation de crédit – du moins dans le Nord mondial – a remplacé la relation salariale en tant que lieu clé de l'exploitation et donc de la lutte politique. La précarité, plutôt que l'« *exploitation* » au sens marxiste, apparaît, selon Ivan Ascher, comme le nom de la condition prolétarienne d'aujourd'hui... Dans *Portfolio Society*, Ascher décrit les sociétés dont le futur est façonné par la volatilité des marchés financiers. L'économie financiarisée néolibérale ne peut être considérée comme la dernière phase de l'évolution d'un capitalisme de production, mais plutôt comme le passage d'un capitalisme de production à un capitalisme de *prédiction* dirigé par des marchés financiers prédictifs, qui ont intégré une nouvelle forme de hiérarchie socio-économique du risque, de la dette et de la dépendance. La multiplication des cartes de crédit et des prêts hypothécaires à domicile depuis l'après-guerre illustre une transition historique de la relation salariale de Marx à une relation de crédit post-industrielle. L'aliénation du travail et de la consommation, tout en étant encore présente, est redoublée par une nouvelle forme d'aliénation, plus abstraite, l'aliénation financière.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.